



Cahiers d'études africaines

178 | 2005
Le retour du politique

« Cité-État et statut politique de la ville en Afrique et ailleurs », *Journal des Africanistes*, Paris, Société des Africanistes, 2004, tome 74, fasc. 1 et 2

Michèle Leclerc-Olive



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/5492>
ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 25 juin 2005
ISBN : 978-2-7132-2048-7
ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Michèle Leclerc-Olive, « « Cité-État et statut politique de la ville en Afrique et ailleurs », *Journal des Africanistes*, Paris, Société des Africanistes, 2004, tome 74, fasc. 1 et 2 », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 178 | 2005, mis en ligne le 30 juin 2005, consulté le 25 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/5492>

Ce document a été généré automatiquement le 25 avril 2019.

© Cahiers d'Études africaines

« Cité-État et statut politique de la ville en Afrique et ailleurs », *Journal des Africanistes*, Paris, Société des Africanistes, 2004, tome 74, fasc. 1 et 2

Michèle Leclerc-Olive

- 1 Cette livraison du *Journal des Africanistes* nous offre un dialogue interdisciplinaire sur le statut politique de la ville en Afrique. Rassemblant des anthropologues et des historiens, ce livre-rencontre est issu de travaux collectifs menés de 1999 à 2002, à partir de la notion de cité-État élaborée par des historiens de l'Antiquité. Cette notion, mise à l'épreuve de diverses études de cas, principalement africains, a fonctionné comme un embrayeur conceptuel permettant d'interroger les formes de lien entre le territoire et le pouvoir et, partant, de réfléchir au statut politique de la ville.
- 2 Cette démarche, qui aurait pu paraître aventurée, a montré sa grande fécondité heuristique : le souci permanent d'associer des points de vue différents, adossés à des situations elles aussi contrastées, crée un espace d'expériences qui démultiplie les questionnements et ouvre de nouvelles pistes de recherche.
- 3 À partir de la notion de cité-État, dont J.-J. Glassner rappelle les différentes acceptions proposées par ces historiens de l'Antiquité, l'ouvrage articule au moins trois mouvements de réflexion indissociables. L'un, à visée théorique, tente de stabiliser les significations respectives des notions de cité, de ville, de capitale ou de cité-État. Un autre mouvement, complémentaire, met à l'épreuve ces notions, prises dans leur élaboration partielle, à des situations empiriques, contemporaines ou historiques, empruntées principalement à l'Afrique de l'Ouest et à l'Afrique de l'Est, mais aussi à l'empire inca (A. Molinié) et au monde indien (A. Vergati). Enfin, cette double investigation est elle-même le plus souvent resituée dans une perspective historique.

- 4 Il est difficile de rendre justice en quelques lignes à la richesse des contributions qui, rassemblées, offrent une documentation irremplaçable sur ce que, faute de terme générique satisfaisant, on appellera les phénomènes urbains en Afrique, examinés dans leur rapport au politique. Loin de proposer un modèle classificatoire sans reste et définitif, le rapprochement des différents articles offre à l'inverse un contrepoint à toute velléité de clôturer l'enquête, relançant la réflexion vers de nouveaux questionnements. Ce qui fait, en effet, la qualité de cet ouvrage, c'est que chaque problématisation classificatoire que l'on peut imaginer se trouve débordée par des exemples de « localité » qui excèdent les catégories analytiques que l'on envisage au fil de la lecture. La présentation qui suit n'échappe pas à cette défaillance inévitable.
- 5 Au risque de faire preuve de partialité, et sans prétendre se substituer à la présentation générale de la problématique (G. Holder et A. M. Peatrik), on se contentera ici de présenter quelques incursions possibles — exagérément schématiques — dans l'agencement de thématiques que propose la publication.
- 6 Une première distinction, énoncée notamment par J. Bazin, recommande de voir dans la production des localités l'œuvre de deux dynamiques, en partie hétérogènes. Une dynamique de type politico-militaire de domination sur un territoire, dont l'horizon est la formation d'un État, et qui requiert l'établissement du pouvoir en un lieu (lequel est évidemment susceptible de déplacement) justifiant une problématique en termes de centre et périphérie. Ces établissements semblent devoir comporter un lieu du politique (distingué de l'enceinte privée de résidence du roi ou de l'autorité), lieu d'arbitrage et de contrôle, analogon possible de la place publique. Une autre dynamique de type socio-économique, rapporte la formation des villes à l'activité marchande et à l'accumulation des biens, justifiant plutôt ici une problématique de réseaux. La nécessité de collecter et maîtriser l'opinion (si toutefois on peut s'autoriser cette expression), déterminante dans tout processus de domination, se double, pour cette seconde dynamique, d'une autre priorité, celle de garantir la possibilité des échanges. Les villes marchandes musulmanes de l'Éthiopie médiévale, aujourd'hui disparues, (B. Hirsch et F. X. Fauvelle-Aymar) permettent d'entrevoir des modes de régulation entre un réseau de cités distribuées sur des axes de commercialisation et un espace chrétien régi par des formes de gouvernement territorial. La ville marchande d'Afrique de l'Ouest, souvent islamisée, moins éphémère que les formations étatiques, est dotée en général d'institutions de régulation sociale et politique, permettant la co-existence d'activités diversifiées, de références culturelles et religieuses plurielles. Il semble que l'espace politique local, pour être minimalement public, requiert des formes sociales régies par un principe d'égalité. Les systèmes générationnels (A. M. Peatrik), l'organisation en classes d'âge et l'articulation de celles-ci avec les hiérarchies lignagères (G. Holder, S. Blanchy) accompagnent des systèmes politiques où peuvent s'expérimenter des formes de citoyenneté (prendre part à l'action politique), que la seule cidadinité n'assure pas (T. Vernet). Pour autant, la localité, loin de constituer un donné naturel, fait elle-même l'objet de pratiques qui la ré-instituent périodiquement : cérémonies, musiques, etc. participent à cette construction de la cidadinité (E. Olivier), quand ces pratiques ne servent pas, plus radicalement, à inscrire dans l'expérience et dans l'espace l'ordre politico-religieux de l'État dont la ville et à la fois le centre et l'image (A. Molinié, A. Vergati).
- 7 Interroger la morphologie urbaine comme expression/condition d'un système politique particulier, d'une *politie* particulière, conduit, entre autres, à pointer le regard sur la

fonction qu'occupent les quartiers (S. Camelin) et les places publiques dans cette configuration politico-spatiale (G. Holder). Les enceintes délimitant la cité, qui auraient pu laisser croire que l'examen de leur structure interne en épuise l'analyse, peuvent s'avérer plus symboliques qu'opérationnelles (T. Vernet). L'idée classique selon laquelle le déploiement d'une certaine citoyenneté est associé à la structuration d'un espace urbain, et lisible dans le type de bâtiments qui les occupent, doit être réexaminée tant à la lumière des modalités de configuration des espaces de décision, lieu des assemblées, dans un environnement non bâti (A. M. Peatrik), qu'à celle des manières de dire et d'organiser la co-existence de lignages ou de quartiers. Simple reproduction, parfois, des structures familiales, ces manières de faire justifient la qualification d'« agglomération rurale » (S. Dugast), appliquée à ces localités.

- 8 L'introduction de la notion de cité-État a permis également de complexifier l'approche en termes de centre et périphérie (G. Pescheux). Les relations entre les trois types d'espace que sont le centre (une capitale royale, une cité, une citadelle, etc.), son *hinterland* et son « outre-pays », permettent notamment de donner à voir les liens complexes, économiques et politiques, noués autrefois entre des cités-États swahili situées sur des îles côtières et le continent (T. Vernet) et de décrire le rôle joué aujourd'hui par les réseaux de migrants dans la production du statut politique d'une ville secondaire burkinabè, statut que l'action de ces migrants contribue à produire en jouant à la fois de la loyauté lignagière et de l'autonomie individuelle (B. Hazard). Cette tripartition permet également de revisiter à nouveaux frais l'opposition par trop radicale parfois pratiquée par l'historiographie africaine, entre un monde rural précolonial et la ville d'emblée affiliée à l'entreprise coloniale. Si villes proprement africaines il y avait, elles ne présentaient pas de distinctions notables d'avec la campagne.
- 9 Pour autant, peut-on utiliser la notion de ville pour qualifier toutes les localités, fussent-elles des capitales (J.-P. Chrétien) ? Un inventaire des différentes problématiques de la ville, confrontées à ce que l'on sait des capitales royales de l'Afrique des Grands Lacs, illustre la difficulté à cerner le phénomène proprement urbain, et oblige tout à la fois à réexaminer la dichotomie ville/campagne et à renoncer à une approche strictement démographique qui conduirait à faire de toute agglomération une ville.
- 10 Expression d'un ordre social qui lui préexiste ou projet politique ? Le plus souvent, la ville peut être analysée selon ces deux points de vue, donnant à voir les formes concrètes, toujours singulières, d'articulation des champs d'expérience et des horizons d'attente. Mais elle peut aussi, idéalisée, théâtralisée comme figure d'une société parfaite, supporter un projet politique purement identitaire d'une communauté imaginée où l'histoire locale (yoruba) est réinterprétée au sein d'un récit global issu de la tradition chrétienne (B. Müller).
- 11 La mise en dialogue des contributions présentées dans cet ouvrage permet également d'interroger le rôle des localités dans la formation d'un État ou celui de la colonisation dans leur évolution ou leur émergence (J.-L. Martineau).
- 12 Ce bref résumé ne peut restituer toutes les pistes de réflexion que suscite la lecture de cet ouvrage. Le foisonnement de pistes et d'interrogations ouvre sur de nouvelles enquêtes, voire des comparaisons élargies aux villes asiatiques ou aux cités européennes. S'il fallait apporter une modeste contribution à ce débat, on pourrait peut-être attirer l'attention sur une distinction conceptuelle possiblement génératrice de comparaisons fécondes, qui consisterait à placer la notion de pouvoir dans les deux grammaires qu'elle autorise, le « pouvoir sur » et le « pouvoir de », lesquels renvoient à des pratiques et des acceptions

différentes du qualificatif « public ». D'autre part, on pourrait peut-être distinguer la fonction épistémologique des concepts mobilisés selon que l'on privilégie une approche abductive et idéal-typique, qui vise principalement la formation de catégories d'analyse, ou une approche inductive et typologique ordonnée à un principe de généralisation.